

## Où sont les femmes ?

Le quinquennat devait être placé sous le signe de l'égalité femmes/hommes et de la parité.

**D**ans son programme présidentiel, le candidat écrivait ceci (page 26) : **« Nos représentants nous ressemblent trop peu... La France est en effet peuplée, pour une bonne moitié de femmes, pour un bon quart de jeunes, pour un bon cinquième de Français d'origine étrangère plus ou moins lointaine... Or ces visages, cette diversité, ces parcours différents, nous ne les retrouvons pas assez sur les bancs du Parlement ! »**. Deux ans après, le moins qu'on puisse dire est que cette promesse de parité n'a pas été tenue.

Pourtant, le parti et la majorité présidentielle auraient pu joindre le geste à la parole. Mais nous avons assisté à une succession d'occasions manquées.

Première occasion, la démission de Gérard Collomb. Le Président aurait pu nommer une ministre de l'Intérieur. Il a préféré choisir Christophe Castaner.

Deuxième occasion, la démission de Nicolas Hulot. Là encore, une femme aurait pu faire son entrée au gouvernement. Encore raté, puisque c'est François de Rugy qui quitte le perchoir pour devenir ministre de l'Écologie. Cette démission marque le début d'un jeu de chaises musicales. Là encore, aucune femme ne sera promue puisque c'est Richard Ferrand qui lui succède. Et pour le remplacer à la présidence du groupe majoritaire, alors même que Yaël Braun-Pivet fut, un temps, candidate, Gilles Le Gendre est élu.

Restait la présidence du parti. Eh non, là encore c'est un homme, Stanislas Guerini, qui est élu.



Où est la promesse de parité ?

Le renouvellement d'un tiers du Conseil constitutionnel était aussi une occasion rêvée de promouvoir des femmes. Occasion encore ratée puisque Richard Ferrand nomme Alain Juppé et Emmanuel Macron, Jacques Mézard.

Et pourtant les marcheurs ont l'air de veiller scrupuleusement à l'application de la parité puisque c'est l'un d'entre eux, à Sarcelles qui a saisi le tribunal administratif pour dénoncer la composition du bureau municipal qui, après un remaniement, comportait plus d'adjointes que d'adjoints.

En outre, comme le soulignait Danielle Bousquet au moment de quitter la présidence du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, le budget pour lutter contre les violences faites aux femmes devrait s'élever à au moins 500 millions d'euros. Or, il n'est que de 80 millions d'euros soit 0,0066 % du budget de l'État.

Donc si on récapitule, le pouvoir, qui devait promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, se traduit de la façon suivante : UN président de la République, UN premier ministre, UN président de l'Assemblée nationale, UN président de groupe à l'Assemblée nationale et UN secrétaire général du parti.



## Vigilance

**E**n matière de lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes, rien n'est jamais acquis.

En effet, ses adversaires ne désarment pas. Pire, ils s'organisent et réinventent de nouvelles méthodes d'actions. Le masculinisme, qui est longtemps resté marginal en Europe, commence à se développer et à prendre pour cible tout ce qui favorise la mixité.

Cette idéologie commence à trouver des relais en France. Il s'agit d'une sorte de version féministe du phantasme du grand remplacement : menacé d'invasion par des migrants venus d'Afrique et d'Asie, l'homme blanc européen devrait aussi se battre contre les féministes, considérées comme un ennemi intérieur.

Cette mouvance doit être prise au sérieux : mêmes si ses adeptes restent très minoritaires, ils sont capables de passer à l'acte et de justifier politiquement les violences qu'ils pourraient commettre au nom de leur idéologie fumeuse.

À force de leur parler de la guerre des sexes, certains finissent par y croire.

# Le Finistère, toujours en avance...

La réduction des inégalités entre les femmes et les hommes n'est pas un phénomène spontané : il exige une volonté politique. « *En matière de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, la volonté politique est indispensable. Car il ne suffit pas de les dénoncer, il faut aussi les corriger.* »



L'égalité commence dès le plus jeune âge

Pour le Conseil départemental du Finistère, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes est une volonté politique forte. À tel point qu'elle représente le deuxième projet emblématique prioritaire, après la jeunesse. « **Déjà, Pierre Maille avait beaucoup fait pour promouvoir la parité et donner toute leur place aux élues** », rappelle Elyane Pallier en charge de ce dossier au Conseil départemental.

« **Nous intervenons de plusieurs manières** », explique-t-elle. D'abord en

interne. Avec près de 4 000 agents, le Conseil départemental montre l'exemple en formant ses salariés à la prévention des discriminations sexistes, par exemple, ou en posant un diagnostic sur les conditions de travail de manière à pouvoir corriger les inégalités.

**« La réduction des inégalités femmes/hommes exige une volonté politique. »**

Comme souvent, le Conseil départemental joue un rôle d'entraînement des autres collectivités. Pour son rapport annuel en matière d'égalité, il a initié une démarche participative et associé neuf collectivités, afin de mettre en perspective les différents indicateurs de genres dans les politiques de ressources humaines. « **Nous espérons que d'autres nous rejoindront cette année** », indique Elyane Pallier.

Cependant, toutes ces politiques doivent aller de pair avec un travail de pédagogie, dès le plus jeune âge, de manière à éduquer au respect mais aussi à montrer que tous les métiers peuvent être exercés par des femmes ou des hommes. Tout comme la pratique des sports.

Le Conseil départemental soutient également le CIDFF (Centre d'Information pour les Droits des Femmes et des

Familles) qui intervient, sur l'ensemble du département, pour apporter aides et informations aux femmes victimes de violences ou de discriminations.

Et en ce 8 mars 2019, le Conseil départemental a choisi de mettre l'accent sur la place des élues. « **Il est important, à un an des élections municipales, de montrer aux femmes qu'elles peuvent se présenter et qu'elles peuvent prendre des responsabilités au sein des municipalités** », estime Elyane Pallier.



L'une des dix présidentes de Département

En effet, si la parité est acquise au sein des Conseils municipaux, départementaux ou régionaux, elle ne l'est toujours pas au Parlement. En outre, on ne compte encore que dix présidentes de Conseils départementaux, dont Nathalie Sarrabezolles dans le Finistère. Et on ne compte que très peu d'adjointes à des postes comme l'économie, les finances ou l'urbanisme.

## Quelques exemples d'actions



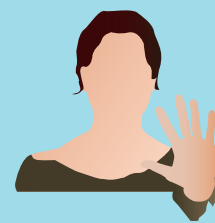
### Nos métiers n'ont pas de sexe

Quimperlé communauté et la ville de Quimperlé ont lancé une campagne de communication pour faire comprendre qu'aucun métier n'est réservé à un genre. Dans leurs offres d'emplois, les deux collectivités insistent sur cette dimension.



### 100% filles, 100% sport

Spontanément, les filles font moins de sport que les garçons. Pour remédier à cette différence, le service sports de la ville de Brest a organisé des manifestations destinées aux adolescentes entre 11 et 17 ans, afin de présenter des activités sportives mais aussi d'échanger pour mieux comprendre les envies de filles ainsi que les freins à leur engagement sportif.



### Guide prévention

Le Conseil départemental a élaboré un guide afin de permettre de reconnaître, prévenir et traiter les situations de sexisme et de harcèlement sexuel au travail. Ce guide, fruit du travail de représentants du CHSCT et de représentants syndicaux est utilisé pour les formations organisées au sein du Conseil départemental.

# Militants « sacs à dos »

« **Je souhaite renouer avec le militantisme "sac à dos"», a annoncé Laurène Pasquier, le 22 février, lorsqu'elle a été élue déléguée de la 4<sup>e</sup> circonscription, à Saint-Martin-des-Champs. Bien que n'apparaissant plus dans les statuts, cette fonction n'en reste pas moins importante. Surtout dans un contexte de reconquête de l'opinion qui ne peut passer que par des actions militantes et des contacts au plus près des réalités.**

sociale, demande sa mutation pour la Bretagne et se voit mutée à Morlaix en septembre 2017. **«Je suis affectée dans trois établissements de la région de Morlaix.»**

Même si elle vient de s'installer, elle connaît bien les enjeux auxquels sont confrontés les communes du pays de Morlaix, en matière d'accès aux services publics, notamment.

La nouvelle déléguée se voit plus comme une animatrice et une coordonnatrice que comme une « cheffe ». **«J'ai envie de me mettre au service des sections et de leurs adhérents»,** a-t-elle résumé devant l'Assemblée générale à Saint-Martin-des-Champs. Plusieurs regroupements de sections sont à l'étude, du côté du Léon ou de Plouigneau. Ce sont les adhérents qui détermineront le périmètre le plus pertinent et le plus efficace.

« **J'ai rejoint le Parti Socialiste le 21 avril 2002»,** explique Laurène Pasquier. **«Inutile, donc, de préciser que le combat contre les idées d'Extrême-droite constitue un des moteurs de mon engagement.»**

Originaire de Rennes, c'est là qu'elle commence à militer avant de rejoindre Paris et Bagnolet, en Seine-Saint-Denis. Entre 2007 et 2011, elle fut secrétaire nationale du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS). Au bout de quelques années passées dans la région parisienne, elle passe le concours d'assistante



*Au service des adhérentes et des adhérents*

La campagne pour les élections européennes constituera le prochain temps fort militant. Mais tous les militants ont déjà en tête la préparation des élections municipales. Dans le pays de Morlaix, cette échéance sera essentielle et les socialistes se sont fixé comme ambition de conserver les Conseils municipaux dans lesquels ils sont majoritaires et d'en conquérir d'autres afin de renforcer encore la majorité de la communauté d'agglomération. Cet objectif est tout à fait réalisable. Il suffit que chacun prenne son sac à dos...

## La Ruche reprend du service

**Avec le printemps qui revient, quoi de plus normal que d'entendre à nouveau les abeilles bourdonner ? Au propre comme au figuré, puisque La Ruche socialiste, animée par Corinne Narassiguin, a repris son activité au mois de février avec trois nouveaux chantiers : santé et territoires, lutte contre la pauvreté et bien manger.**

propositions ou de commenter ou soutenir celles qui ont déjà été avancées.

Le premier chantier, qui porte sur les enjeux de santé, rejoint le travail engagé par le secrétariat fédéral du Finistère.

Il a pour objectif à long terme de nourrir la réflexion des socialistes.

Pour le court terme, les parlementaires socialistes profitent de toutes les possibilités qui leur sont offertes mais ils se heurtent inévitablement au mur des godillots qui n'acceptent de voter, et même d'étudier, que ce qui est estampillé LREM.

Les récents mouvements qui ont secoué notre pays ont mis en lumière le sentiment d'abandon éprouvé par les habitants de certains de nos territoires. En matière d'offre de soins, les enquêtes d'opinion le confirment : un Français sur deux en milieu rural a du mal à avoir accès à un médecin, tout comme les quartiers populaires qui souffrent aussi de cette pénurie. Cette disparité territoriale est d'autant plus importante que dans certains départements où la population générale est en hausse, le nombre de médecins est en baisse.

Toutes les formations politiques se dotent de « civic tech ». Selon le terme, importé des États-Unis, qui désigne l'ensemble des outils numériques qui permettent aux internautes de contribuer à l'élaboration d'un programme ou de donner leur avis. Le Parti Socialiste avait quelques mois d'avance puisque *La Ruche socialiste* a été mise en ligne dès l'année dernière et a permis aux adhérents d'améliorer et d'amender le projet européen.

Elle se remet en action pour permettre aux adhérents et sympathisants de poster leurs



*Corinne Narassiguin #GeekAndProud*

Compte tenu de l'importance de ces questions, le chantier restera ouvert jusqu'au mois de septembre.

# Agenda

**16 mars**

10h00 : Conseil fédéral  
à Quimper.

**23 mars**

10h00 : Café-débat sur le  
thème de l'Europe au bar  
du Café de la Cale,  
53 rue de la Corniche  
au Relecq-Kerhuon,  
en présence de  
Forough Salami et  
Josselin Chesnel.



**14 septembre**  
Fête de la gauche  
à Quimperlé.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1261 - Vendredi 8 mars 2019  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

**Abonnement papier**

**Abonnement numérique**

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)  
Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS



# L'Europe des solidarités

Forough Salami

**Pour les élections du 26 mai, les socialistes bretons, dans une démarche originale, ont choisi Forough Salami pour figurer comme première des socialistes de la région pour les représenter. En ce 8 mars, et à quelques jours de l'annonce de la composition de la liste, elle revient avec nous sur les grands enjeux de ce scrutin pour la Bretagne.**

**Cap Finistère : Une fois de plus, les socialistes bretons ont su faire preuve d'innovation et d'originalité dans leur manière de choisir leurs représentants.**

**Forough Salami :** Absolument. Le mode de scrutin, et je le regrette, est redevenu national. Or, compte tenu de l'importance des politiques européennes pour la Bretagne et de la forte adhésion des Bretons à la construction européenne, il est apparu indispensable qu'un ou une candidate de notre région soit présent en position éligible sur la liste socialiste. C'est la raison pour laquelle, les quatre Premiers secrétaires fédéraux Bretons ont imaginé une démarche unique et originale : organiser dans la région une consultation de l'ensemble des adhérents de manière à pouvoir présenter celui ou celle qui la représentera sur la liste. Les adhérents bretons, réunis à Pontivy, m'ont fait confiance pour figurer en bonne position sur la liste.

**Cap Finistère : Comment faire émerger les enjeux locaux dans un contexte très national ?**

**Forough Salami :** C'est tout le défi que nous devons relever. Comme je viens de le dire, le retour au mode de scrutin avec une liste nationale n'avait pas ma préférence. En plus, ce phénomène est encore accentué avec le Grand débat, qu'Emmanuel Macron utilise pour faire sa propre campagne. Les enjeux nationaux occultent même la dimension européenne de la campagne. De plus, d'autres listes veulent transformer cette élection en référendum anti-Macron, ce qui est totalement irresponsable.

Car les enjeux pour notre région sont considérables. Je le vois bien en tant que vice-présidente de la Région en charge de l'Europe : nous avons besoin de relais au Parlement européen. Les propositions de la commission dans les discussions sur le budget après 2020 ne nous conviennent absolument pas. La Politique Agricole Commune (PAC) serait fortement impactée et les budgets, en particulier pour le deuxième pilier, seraient réduits ce qui aurait des conséquences sur les aides à l'installation, à l'amélioration des

exploitations ou au développement des pratiques agro-environnementales. De nombreuses régions européennes sont d'accord avec nous, mais cette bataille se mènera essentiellement au Parlement où nous devons être présents.

À cela, il faut rajouter les possibles répercussions d'un Brexit sans deal qui pourraient se révéler dramatiques pour certaines de nos entreprises, en particulier dans le secteur de la pêche.

**Cap Finistère : La gauche française se présente totalement dispersée à ce scrutin.**

**Forough Salami :** On ne peut que le déplorer et il faut saluer les efforts d'Olivier Faure pour tenter d'obtenir une liste commune. D'autant que le groupe des socialistes européens (PSE) reste la seconde force politique du Parlement.

L'Union européenne doit se démocratiser pour que les citoyens adhèrent de nouveau à son projet. C'est pourquoi nous proposons de donner plus de pouvoir au Parlement, notamment en lui permettant de proposer des lois, de voter les recettes du budget et en supprimant le veto de la commission lorsqu'une pétition recueille un million de signatures.

Notre projet consiste à construire une Europe de la solidarité qui protège ses citoyens. Nous devons mettre la même énergie à bâtir l'Europe sociale que nous en avons mis à créer l'union monétaire. Les harmonisations sociales et fiscales sont aujourd'hui indispensables, en particulier pour que l'UE se dote de ressources propres pour alimenter son budget.

La même notion de solidarité doit prévaloir pour la transition énergétique. On doit s'inspirer de l'exemple d'Airbus pour conjuguer et mutualiser nos forces pour parvenir à faire de notre continent le champion de la lutte contre le réchauffement climatique. Cette question ne peut pas être traitée nationalement.

Il en va de même pour l'Europe de la défense que nous appelons de nos vœux depuis des années. L'attitude des États-Unis va enfin permettre de faire bouger les lignes puisque les pays de l'Est se rendent enfin compte qu'ils ne peuvent plus compter sur eux et sur l'OTAN pour assurer leur sécurité.

Enfin, face aux migrants, l'Europe doit rompre avec les accords de Dublin qui laissent les pays du Sud accueillir seuls les réfugiés qui arrivent sur leurs côtes. Il faut là encore faire preuve de solidarité, en créant une agence européenne du droit d'asile.

Lire le texte intégral sur [www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh)

